



## La lettre électronique de RESO 14 Septembre 2004

Chers amis,

Voici bientôt venu le temps des Vendémiaires ... et donc de nos rencontres annuelles dont vous trouverez le programme ci-dessous. Elles auront lieu le **9 octobre 2004** à Paris 11<sup>e</sup>. Ce sera une fois de plus pour nous l'occasion de croiser les points de vue des forces de progrès qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives.

N'hésitez pas à consulter notre journal en ligne en cliquant [ici](#) et de consulter notre site <http://www.membres.lycos.fr/resistancesociale> .

Si vous souhaitez recevoir un ou plusieurs exemplaires de notre journal n'hésitez pas à nous le faire savoir en nous écrivant à : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net) . Et envoyez-nous vos réactions et articles ils seront tous les bienvenus !

En vous souhaitant bonne lecture et en espérant que vous puissiez être parmi nous le samedi 9 octobre,

Salut et Fraternité !

Marinette BACHE,  
Présidente de Résistance sociale

**Pour toute correspondance : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)**

**Notre site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>**

**Attention pour cette adresse ne pas mettre www**

**Téléphone : 06 74 79 05 10**

**Adhésion 2004 : 15€**

**Abonnement journal 12 numéros : 5 €**

**Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES**

### I - La vie de l'association

#### A. LES VENDEMAIRES

**Samedi 9 octobre 2004 – LES VENDEMAIRES DE RESO**

*Salle des Métallos – 94 rue Jean-Pierre Timbaud*

## 75011 PARIS (Métro Couronnes)

Sur le thème « Organiser la résistance sociale, ici et maintenant »

10h : introduction par Georges SARRE, maire du 11<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, porte-parole du MRC

**Résister, pourquoi ?** animateur : André CANOVAS, secrétaire général de l'UNSA-Energie

- la casse orchestrée du cadre salarial : intervention de **Gérard FILOCHE**, membre du BN du PS
- des "patrons voyous" : intervention de **Bernard DEVERT**, secrétaire fédéral de la CGT-Métallurgie
- globalisation financière, mondialisation, outils et alibis des libéraux : intervention de **Jacques NIKONOFF**, président d'ATTAC

Débat avec la salle

14h30 : reprise des travaux

**Résister, comment ?** animateur : Yohan Senez, membre du CA de RESO

- demain l'Europe sociale... mythe ou réalité ? : intervention de **Pierre LEVY**, directeur de "Bastille, République, Nation"
- retrouver le chemin des luttes sociales : intervention d'**Anne-marie PERRET**, secrétaire générale de l'union fédérale des fonctionnaires FO, vice-présidente de la fédération européenne des services publics
- redonner un débouché politique aux luttes sociales avec **Jean Yves AUTEXIER** Sénateur et conseiller de Paris

Débat avec la salle

Conclusion par Marinette BACHE, présidente de *Résistance sociale*

*Un buffet campagnard sera organisé permettant un déjeuner/débat co-animé avec le mensuel Bastille République Nation. Participation : 5 euros*

### B. Et le p'tit mot de la trésorière ...

- **J'invite tous ceux qui le souhaitent à adhérer ou à renouveler leurs cotisations, ainsi, vous pourrez recevoir tous les documents publiés par RESO et participer à la vie de cette association, qui ne peut malheureusement pas vivre sans l'investissement humain et financier de chacun d'entre-nous. Le tarif de base est de 15 euros, mais je n'ai rien, bien sûr, contre ceux qui peuvent verser plus (chèque à l'ordre de RESO).**

**Merci à vous de faire cet effort,  
Salut et Fraternité !**

**La trésorière.**

## II. LE COUP DE GUEULE

**Ces pauvres patrons...**  
par Michel Labâtie

Deux inspecteurs du travail viennent d'être abattus dans leurs fonctions par un agriculteur peu scrupuleux des conditions

de travail de travailleurs employés à coup de lance-pierre. Rien de plus banal à en croire le traitement fait par la presse ! Aucune « Une », pas plus de quelques secondes au 20 heures... Non décidément qui s'intéresse, qui pleure ces deux fonctionnaires chargés de traquer les patrons ne respectant pas les tracasseries financières ?

Et bien NOUS ! Résistance sociale ne peut tolérer que cet accident relève du fait divers ! Cet acte est symptomatique de l'exacerbation des rapports sociaux ! Où en est-on arrivé ? Là des salariés menacent de faire sauter leur usine, de détruire leur outil de production (là ça fait la « Une » comme quand on coupe le courant dans une gare ! Qu'est-ce qui leur prend à ces salariés ? Saboteurs ! Terroristes !), là des patrons dignes des négriers d'antan abattent ceux qui les empêchent de gagner « correctement » leur vie ( là si c'est la « Une » c'est pour parler de ces pauvres patrons victimes de la concurrence internationale, obligés de licencier, de délocaliser... parfois même de tuer, poussés à bout qu'ils sont par la bureaucratie administrative) !

Comment peut-on traiter cet événement uniquement en s'interrogeant sur des raisons sociologiques et non sur des raisons économiques ? Comment a-t-on mis dans la tête de l'ensemble de nos élites et de la presse que l'important est de comprendre les motivations de cet agriculteur ? Comment ne pas s'interroger sur l'exploitation des salariés de cette branche ? Les bénéficiaires colossaux que cette précarisation engendre allant jusqu'à motiver suffisamment un patron au meurtre ?

Décidément les médias sont en-dessous de tout ! Après ça certains diront que la lutte de classe est périmée !

### **CGT, FO, SNU-tef, FSU, UNSA, Sud-travail appellent à la grève nationale de l'inspection du travail, le jeudi 16 septembre**

- Pour la défense matérielle des familles des deux victimes Sylvie Trémouille et Daniel Buffière
- La condamnation publique expresse par nos ministres de l'assassinat des deux collègues
- La condamnation sans concession des organisations professionnelles patronales qui par leurs attaques continuelles incitent au non-respect de la loi et des fonctionnaires chargés de son application
- Arrêt de la remise en cause permanente du caractère protecteur du droit du travail pour les salariés
- Un soutien sans faille des agents de service, et particulièrement ceux chargés du contrôle d'un droit protecteur des salariés par tous les moyens juridiques et politiques
- -Un renforcement très important des moyens de l'inspection du travail, à la hauteur des problèmes sociaux et des valeurs fondamentales dont ce corps de contrôle doit veiller au respect
- -Une reconnaissance de tous les agents dans l'exercice de leurs missions notamment par une augmentation des moyens humains...
- 

## **III - Les nouvelles du front social**

### **A. restructuration, licenciement et délocalisation...**

#### **Transports: 5.000 emplois menacés chez Alitalia**

Les syndicats de la compagnie aérienne italienne en difficulté Alitalia (Milan: AZPIa.MI - actualité) ont à juste titre mal accueilli l'annonce d'un plan de sauvetage sacrifiant un quart de la main d'oeuvre et se réunissaient mardi pour tenter d'obtenir des correctifs. "Insoutenable", "inquiétant", "pas convaincant" ont été les qualificatifs employés par les représentants du personnel, décidés cependant à poursuivre les négociations, après la confirmation lundi soir par Alitalia d'un plan de 5.000 suppressions d'emplois étalés sur

deux ans.

La compagnie emploie en moyenne 20.700 personnes sans compter un important volant de personnel à statut précaire. Le traumatisme est d' autant plus profond que la direction prévoit la scission de l' entreprise en deux sociétés, Alitalia Fly pour les activités de vols et une autre filiale, Alitalia Service, regroupant les services au sol.

De nombreuses inconnues pèsent sur le destin de cette seconde entité dont les syndicats craignent qu' elle ne fasse plus partie du groupe, soulignait mardi la presse. La marge de manoeuvre est cependant réduite pour les représentants du personnel, sommés de donner leur accord d' ici au 15 septembre. L' alternative envisagée par la direction et l' E actionnaire (62,39%) serait la faillite. L' intersyndicale devait se réunir à partir de 12h00 GMT pour préparer une nouvelle rencontre avec la direction prévue à 14h00 GMT. "Ils ont eu la main très lourde mais ce n' est certainement pas par la grève qu' on résoudra le problème", a déclaré à l' AFP un pilote d' Alitalia, représentant un syndicat modéré (Uil Trasporti), Marco Veneziani. Selon lui, la volonté de dialogue prévaut chez la plupart des syndicats. "Mais on ne peut rien exclure", a-t-il ajouté, alors qu' un syndicat autonome, la Cub Trasporti, a annoncé une grève de la faim tournante. "Nous demanderons des précisions sur le sort d' Alitalia Service. Quant aux expressions d' emplois, il faut y voir de plus près et nous demanderons une rencontre avec le gouvernement. Nous espérons qu' il y a une marge de manoeuvre", a ajouté M. Veneziani.

"La présentation du plan industriel a confirmé les prévisions les plus sombres", a réagi l' intersyndicale dans un communiqué lundi soir, en demandant des "corrections profondes" à la direction et des "éclaircissements" au gouvernement sur "les mesures indispensables de soutien au secteur aérien et à l' emploi". En filigrane, se dessine la possibilité que le gouvernement étende au secteur aérien les mesures d' accompagnement social dont a bénéficié la grande industrie italienne à l' heure des restructurations, en particulier le groupe Fiat (Milan: FIA.MI - actualité) .

La colère et l'abattement se lisaient mardi sur les visages des employés, qui estiment faire les frais de plusieurs années de gestion négligente. "Alitalia est une entreprise politisée et au fil des ans, chacun a fait un peu ce qu' il voulait", critiquait un employé de bureau. "A maux extrêmes, remèdes extrêmes, si nous n' appliquons pas ce plan, nous serons tous virés", estimait un autre.

Les suppressions de postes concernent quelque 450 pilotes, 1.050 assistants de vol, 70 personnes à terre, 1.440 ouvriers de maintenance, 900 employés d' aéroport, 360 employés du marketing et du commercial, 610 de l' administration centrale et informatique et 120 employés à terre du service cargo. Elles permettraient d' économiser 310 millions d' euros sur la masse salariale en vue d' un retour des comptes à l' équilibre en 2006, selon la direction. L' administrateur délégué Giancarlo Cimoli nommé en mai par le gouvernement a prévenu que sans accord, il ne débloquera pas le crédit relais de 400 millions d' euros obtenu auprès d' une banque allemande grâce à une garantie de l' Etat. Sans ce crédit, Alitalia a menacé de ne plus pouvoir payer les salaires dès octobre.

#### **La Banque de France : Noyer ment en démentant...**

Les syndicats SNA, CGT et FO ont annoncé que la Banque de France qui a lancé une vaste restructuration de son réseau de succursales de province, pourrait lancer sous peu une première réorganisation des services administratifs de son siège parisien.

Suite à cette déclaration Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, n' », contactée par l' AFP, a démenti cette information... juste avant que l'AFP ne fasse état d'une note interne aux membres du comité de direction de l' établissement que s' est procurée l' AFP laquelle le gouverneur indique que « Nous devons inscrire l' évolution des effectifs du siège dans une perspective de réduction pluriannuelle »

### Kodak ferme cinq laboratoires en France, 400 emplois sur la sellette

La branche française du groupe américain de photographie Kodak prévoit de fermer cinq laboratoires en France d' ici la fin de l' année.

Les activités des laboratoires de Lorient, Poitiers, Seclin, Villé et Vitrolles, qui emploient 219 salariés, seront transférées vers les six autres centres du groupe en France.

Kodak est également en discussions pour céder "tout ou partie du laboratoire de Caen", qui emploie 187 personnes.

Ces fermetures de laboratoires en France font partie d' un vaste plan de restructuration du groupe au niveau mondial, prévoyant 12.000 à 15.000 suppressions d' emploi.

### EDS prévoit jusqu' à 20.000 suppressions d' emplois

Electronic Data Systems Corp est susceptible de supprimer jusqu' à 20.000 emplois (plus de 15% des emplois!) dans les deux ans qui viennent.

15.000 à 20.000 personnes "partiront" en sus des 5.000 emplois qui ont déjà été supprimés dans l' année écoulée.

**Le pire c'est que la société croit nous donner de bonnes raisons à cela en expliquant cette décision à sa manière : « Ces suppressions de postes s' inscrivent dans le projet de la société d' éliminer 20% environ de sa structure de coûts, soit environ trois milliards de dollars » ... les salariés apprécieront...**

### Clarion France délocalise ses autoradios en Hongrie

Clarion France, filiale du fabricant japonais d' autoradios, va arrêter la production dans son usine de Custines (Meurthe-et-Moselle) pour la transférer en Hongrie.

L' arrêt de la production entraînera la suppression de 24 postes sur 170 tandis que 20 salariés seront reclassés en interne.

L' usine de Custines, implantée en 1984, restait jusqu' alors la dernière unité de production de Clarion en Europe avec son usine hongroise.

Pour information, ce groupe japonais, a réalisé un chiffre d' affaires de 168,95 milliards de yen (environ 1,26 milliard d' euros) lors de son dernier exercice, clôturé en mars 2004.

## **B. ADMINISTRATION, SERVICE PUBLIC, SECTEUR PUBLIC... DU DEMENTELEMEN A LA PRIVATISATION**

### Privatisation de France TELECOM... et après à qui le tour ?

La CGT a appelé mardi à une riposte dans l' unité contre les privatisations, notamment à France Télécom, parallèlement à la mobilisation en cours contre le "chantage patronal" aux délocalisations.

Dans un communiqué, le syndicat estime que la cession d' une nouvelle fraction du capital de France Télécom, où l' Etat passe sous la barre des 50%, touche tous les salariés des entreprises à participation publique.

"Qui seront les prochains sur la liste ? Air France, Aéroports de Paris, Thales, Areva, les autoroutes SNANEF et SAPRR, GDF, EDF ?, demande-t-elle.

"Il y a des alternatives à ce bradage national", ajoute la CGT en insistant sur le "besoin de convergence et d' unité" des organisations syndicales et des salariés. Elle soutiendra en conséquence les actions en cours à France Télécom et en préparation à La Poste et à la SNCF, ainsi qu' à EDF et GDF.

Lundi, la fédération CGT-Métallurgie a annoncé son intention de partir en guerre contre les délocalisations et appelé à une journée d' action le 21 octobre. Lors d' une conférence de presse, le secrétaire général Daniel Sanchez a rendu publique une liste non exhaustive des délocalisations en cours dans le secteur. Selon lui, au moins 37 entreprises sont concernées, soit plusieurs milliers d' emplois. Destinations : l' Asie, dont la Chine, le Maghreb ou l' Europe de l' Est.

Samedi dernier, Jean-Pierre Raffarin avait dénoncé le "chantage pervers" à la délocalisation de certaines entreprises. La ministre de l' Economie, Nicolas Sarkozy, a affirmé que le gouvernement prépare un plan contre les délocalisations.

Sur LCI, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, s' est félicité de l' annonce par le Premier ministre de la revalorisation de 4% de la prime à l' emploi mais n' en a pas moins fustigé une volonté de remise en cause du droit social à travers les discussions entourant les 35 heures, notamment. "Le gouvernement est en train d' étudier non pas une remise en cause frontale des 35 heures mais toute une palette de remises en cause d' un certain nombre de droits sociaux dans le droit du travail", a-t-il dit. Bernard Thibault a cité "les heures supplémentaires, la flexibilité, les conventions collectives, la nature du contrat de travail".

## **C. LA NOUVELLE POLITIQUE DE REVALORISATION DU TRAVAIL : TRAVAILLEZ PLUS POUR GAGNEZ MOINS !**

### **Le volailler Doux a supprimé 23 jours de RTT**

Alors que le gouvernement a entamé une série de consultations avec les partenaires sociaux portant notamment sur les 35 heures, le volailler Doux confirme avoir supprimé 23 jours de réduction du temps de travail (RTT), le 1er juillet dernier, dans le cadre de la remise en cause d' un accord interne sur les 35 heures.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque dénonce cette situation, et estime que "le patron de Doux a décidé de créer un conflit dans son entreprise. Il en assumera les conséquences".

### **Opel voudrait geler les salaires jusqu' en 2009**

Adam Opel AG (Allemagne) veut geler les salaires jusqu' en 2009 et porter la durée hebdomadaire du travail de 35 à 40 heures.

La filiale de General Motors réclame également, dans le cadre des négociations salariales qui ont débuté cette semaine, une réduction des primes de fin d'année et des suppléments de salaire liés aux heures de nuit et aux astreintes du week-end.

La position de la direction d'Opel n'est pas un cas unique en Allemagne, où les constructeurs automobiles réclament des sacrifices au personnel pour doper la compétitivité en une période de demande au ralenti, de pression sur les prix et de surcapacités.

Volkswagen a lui-même proposé un gel des salaires de deux ans et de moduler une partie du salaire en fonction des performances, dans le but de réduire de 30% ses charges de personnel en six ans.

Le mois dernier, DaimlerChrysler a obtenu du personnel une réduction des coûts annuels de 500 millions d'euros à partir de 2007 en échange de la garantie de préserver 160.000 emplois en Allemagne jusqu'en 2012.

## **D. MAIS MALGRE TOUT LE MEDEF N'EN A JAMAIS ASSEZ !**

### **La simplification du code du travail ou une couche supplémentaire pour faire bonne mesure**

Ernest-Antoine Seillière, a insisté mardi 7 septembre sur la nécessité de simplifier "d'urgence" le code du travail en France, en réaffirmant que les entreprises, notamment les PME, se sentaient incomprises du gouvernement Raffarin.

"La simplification du code du travail, la nécessité de son allègement, sa modernisation sont trois thèmes sur lesquels le ministre se dit décidé à avancer", a-t-il dit à l'issue d'un entretien de plus de deux heures avec le ministre délégué aux Relations du travail, Gérard Larcher.

"Nous espérons vivement que le ministre sera capable de présenter au gouvernement un certain nombre d'initiatives dans ce domaine", a ajouté le président de l'organisation patronale.

"La complexité, la lourdeur, les interdits, les caractères souvent de sanction pénale (du code du travail) sont une préoccupation pour toutes les entreprises de notre pays, notamment pour les PME", a-t-il souligné.

"Les entreprises de notre pays attendent maintenant depuis mai 2002 que l'on prenne des mesures sur les sujets essentiels de la simplification du code du travail, de sa modernisation, sur la liberté dans les entreprises sur les 35 heures, qui permette au contrat de se substituer à la loi.

"Sur ces sujets, jusqu'à présent, on n'a rien fait et nous demandons d'urgence que l'agisse."